

O-F du 4 juillet 2019

Les études de l'estuaire voient rouge

Après une réduction de l'aide de l'Agence de l'eau Loire Bretagne, les membres du Gip Loire estuaire interpellent François de Rugy.



Depuis vingt ans, le Groupement d'intérêt public fournit des données scientifiques sur l'évolution de l'estuaire de la Loire.

CRÉDIT PHOTO : OUEST FRANCE FRANCK DUBRAY

Moins 90 % d'aide de l'Agence de l'eau Loire Bretagne. Au groupement d'intérêt public Loire Estuaire (Gip), la nouvelle a du mal à passer. « **L'agence de l'eau est un de nos principaux financeurs** », précise Freddy Hervochon, président du Gip. « **Nous vivons sur nos réserves, mais elles fondent comme neige au soleil** », ajoute celui qui émet des doutes sur la possibilité de conserver les six emplois actuels.

160 000 € en moins

Le 30 avril, une lettre a été adressée à François de Rugy pour lui demander de revoir cette décision. L'Agence de l'eau dépend en effet du ministère de la Transition écologique. La requête est restée sans réponse.

« **Cette décision aura un impact sur les aides européennes** », précise le président du Gip. En tout, « **l'arrêt brutal de l'aide de l'Agence de l'eau Loire Bretagne, cumulé à celui du Fonds européen de développement régional, priverait le Gip Loire estuaire de 37 % de ses recettes actuelles, soit environ 160 000 €.** »

Créé il y a vingt ans, le Gip alimente des études en continu sur l'état et

l'évolution de l'estuaire de la Loire, soit 140 km de cours d'eau. Le groupement est aussi régulièrement sollicité par le grand port, notamment en vue d'opérations de dragage.

Freddy Hervochon rappelle que le Gip est engagé depuis 2015 dans le programme de rééquilibrage de la Loire, pour que le fleuve retrouve « **un fonctionnement naturel. L'État a besoin des données du Gip pour mettre en place son plan de prévention des risques d'inondation** ».

« **Se substituer à ce désengagement** » aurait été suggéré aux collectivités territoriales par l'Agence de l'eau. « **Ce n'est pas possible** », tranche Freddy Hervochon, vice-président du Département. La Région, Nantes métropole et la Carène sont également membres du conseil d'administration du Gip.

« **En France, on est champions du monde de la vertu écologique au niveau des mots**, décrie Freddy Hervochon. **Moi je demande au ministre d'agir.** » Sans quoi, les membres du Gip redoutent une disparition totale de leurs activités.

Mona ANNE.